

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché Public de Prestations Intellectuelles

Maître d'ouvrage : UNIVERSITE DE RENNES

**UNIVERSITE DE RENNES
Direction des affaires financières et de la politique d'achat
Pôle des Achats
2, rue du Thabor-CS 46510
35043 RENNES CEDEX**

CCAP numéro : 2024025PAS

**établi en application du code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)**

**Etablissement d'un schéma directeur de gestion des eaux usées, eaux pluviales et eau potable
sur le campus de Beaulieu à Rennes**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application du code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)
Articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4, R-2123-5**

- Version établie en date du 05/04/2024

Table des matières

PREAMBULE	2
1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	2
1.1 OBJET DU MARCHE	2
1.2 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	2
1.3 DECOMPOSITION DU MARCHE	2
1.4 DUREE – DATE DE DEMARRAGE	2
1.5 MARCHE COMPLEMENTAIRE POUR REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	3
2. PIECES CONTRACTUELLES	3
3. DELAIS D'EXECUTION	3
4. AVANCE	3
5. PRIX ET REGLEMENTS	4
5.1 VARIATION DANS LES PRIX	4
5.2 PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	4
5.3 DELAI DE PAIEMENT	5
5.4 INTERETS MORATOIRES	5
6. PENALITES	6
6.1 GENERALITES	6
6.2 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS	6
7. UTILISATION DES RESULTATS	6
8. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	6
9. EXECUTION DES PRESTATIONS	6
9.1 OPERATIONS DE VERIFICATIONS	6
9.2 ADMISSION	7
9.3 ACHEVEMENT DE LA MISSION	7
10. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION	7
10.1 ARRET DES PRESTATIONS	7
10.2 RESILIATION	7
11. ASSURANCES	8
12. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	8
13. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE, SECRET PROFESSIONNEL	9
14. DEROGATION CCAG PI	9

Préambule

Textes d'application :

- Dispositions législatives et réglementaires applicables aux contrats de la commande publique émanant du Code de la Commande Publique [CCP], JORF du 5 décembre 2018, conformément à l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018.
- Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles

1. Objet du Marché – dispositions générales

1.1 *Objet du Marché*

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché pour la réalisation des prestations suivantes :

**Etablissement d'un schéma directeur de gestion des eaux usées, eaux pluviales et eau potable
sur le campus de Beaulieu à Rennes**

Lieu d'exécution des prestations :

Campus de Beaulieu, 263 avenue du Général Leclerc, 35000 RENNES

1.2 *Forme juridique de l'attributaire*

Les candidats peuvent se présenter sous la forme de groupements d'opérateurs économiques, qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-23 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

En application des articles R.2142-20 et R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

1.3 *Décomposition du marché*

Le marché public susvisé est attribué au Titulaire en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5 et R.2162-4 2 du code de la commande publique (ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018- 1075 du 3 décembre 2018, intitulé le Code).

Le marché se décompose en 4 phases (parties techniques):

- **Phase 1** : Etat des lieux des données disponibles et diagnostic du système d'assainissement (EU-EP)
- **Phase 2** : Campagne de mesures complémentaires suivant les résultats de la phase précédente
- **Phase 3** : Elaboration du schéma directeur d'assainissement et d'AEP
- **Phase 4** : Cahier d'entretien et de suivi des résultats

1.4 *Durée – Date de démarrage*

La durée du marché est de 12 mois à compter de l'OS de démarrage de la phase 1.

1.5 Marché complémentaire pour réalisation de prestations similaires

Suivant les dispositions de l'Article R.2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations de travaux similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des travaux à réaliser ;
- remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par le maître d'ouvrage ;
- les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant au présent CCAP.

Ce marché de prestations similaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

2. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles dans sa dernière version ;
- Le mémoire technique et ses éventuelles annexes.

3. Délais d'exécution

Le délai d'exécution de chaque phase court à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage de la phase considérée.

Délais de remise des documents :

- Rapport de synthèse : **15 jours** avant la date de fin de phase prévue dans l'OS pour chaque phase
- Support de présentation : **7 jours** avant la date de fin de phase prévue dans l'OS pour chaque phase
- Rapport final : **30 jours** après la validation finale de la phase 4 du COPIL, tel qu'indiqué à l'article 9.3 ci-dessous.

4. Avance

Option A du CCAG-PI :

Selon les articles L2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

La catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros cf. recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 sur la définition des PME.

Cette avance est fixée à 5% du montant initial du marché TTC, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est fixée entre 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

5. Prix et règlements

5.1 Variation dans les prix

5.1.1 Type de variation

Les prix sont fermes.

5.1.2 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base du mois de la date limite de remise de l'offre finale par le titulaire, suite à une éventuelle négociation, appelé "mois zéro" : m0.

5.1.3 Choix des index de référence

Sans objet.

5.2 Paiement – établissement de la facture

5.2.1 Acomptes et paiements

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement selon les dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI avec pour chaque phase :

- 70% à la remise du rapport et des plans
- 30% après la validation du MOA et mises à jour nécessaires

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures doivent être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures peuvent être adressées en version dématérialisée au format PDF à l'adresse mail suivante : ac-sfacturier@univ-rennes.fr

5.2.2 Demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-PI.

La demande de paiement est datée. Elle est accompagnée de toutes les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Elle mentionne les références du marché ainsi que :

- le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- la décomposition des prix forfaitaires ou le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

• En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

• En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a quinze jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

5.3 Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours suivant le Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

5.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

6. Pénalités

6.1 Généralités

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Le montant total des pénalités de retard appliquées ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

6.2 Pénalités pour retard dans la remise des documents

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans la remise des documents, suivant les délais indiqués à l'article 3 ci-dessus, il sera appliqué de plein droit une pénalité forfaitaire de 50 € net par jour calendaire et par document.

7. Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats est définie dans le chapitre 6, articles 32 à 35 du CCAG-PI.

8. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

9. Exécution des prestations

9.1 Opérations de vérifications

Les opérations de vérification des études et missions d'accompagnement menées par le Titulaire seront effectuées dans les conditions de l'article 28 du CCAG-PI.

La réception de chaque volet ne fait pas obstacle à ce que le pouvoir adjudicateur stipule des directives, souhaits, observations à prendre en compte par le titulaire, dans les volets suivants de sa mission.

Les décisions de réception, d'ajournement, de réfaction et de rejet seront prises par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

9.2 Admission

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI, par la personne publique.

9.3 Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à l'issue de la phase 4, après la validation finale du schéma directeur d'assainissement et d'AEP lors de la dernière réunion du COPIL.

10. Arrêt des prestations - Résiliation

10.1 Arrêt des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme des livrables attendus tels que définis au CCTP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

10.2 Résiliation

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 % conformément à l'article 40 du CCAG-PI.

Outre les clauses de résiliation prévues aux articles 37 à 39 du CCAG-PI, l'Université se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tout ou partie du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique
- Mauvaise exécution ou défaut d'exécution des prestations objet du présent marché ;
- Si trois pénalités pour retard ont été appliquées au cours d'un même semestre ;
- En cas de non-respect des dispositions relatives aux articles D8222-5 et D8227 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse ;
- En cas de défaut de désignation du chef de projet ou récusation de celui-ci dans les conditions décrites au présent document ;
- En cas de délais contractuels de prise en charge des bons de commande non respectés par le titulaire ;
- En cas de délais contractuels de réalisation des missions confiées au titulaire non respectés.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre. Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation, le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et prestations effectuées dans le cadre du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

11. Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, le Titulaire devra justifier avant la notification du marché, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur en responsabilité civile et risques associés justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

12. Règlement des différends et des litiges

Si un règlement à l'amiable n'est pas possible, les litiges seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte- CS 44416
35000 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

Coordonnées du comité consultatif régional :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 83 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h) : Mme Régine QUESNET
Fax : 02 53 46 79 79
Mél : Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

13. Obligations de confidentialité, secret professionnel

En application de l'article 5 du CCAG-PI, le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, dont il aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Le Titulaire est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur au pouvoir adjudicateur pour toutes les opérations et missions qui lui sont confiées. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale à ce sujet et toute remise d'informations ou de données, quel qu'en soit le support, à des tiers.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances sur les locaux et prestations objet du marché pour, sans l'accord de la personne publique, accéder ou aider un tiers à accéder aux informations de l'administration de quelque nature que ce soit. Le Titulaire doit porter à la connaissance de l'administration les cas où, au cours de ses interventions, il aurait accédé fortuitement aux dites informations.

L'administration doit prendre toutes les précautions nécessaires pour garantir la sécurité et/ou la conservation des documents, fichiers et données divers qui pourraient être portés à la connaissance du titulaire dans le cadre de ses interventions, choisir et mettre en œuvre les moyens de contrôler leur accès et assurer la sécurité contre toute communication non autorisée.

En cas de manquement constaté aux obligations mentionnées dans cet article, et indépendamment des sanctions pénales encourues et réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur au titulaire en vertu de l'article 1384 du code civil, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire.

14. Dérogation CCAG PI

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Thématique	Articles présents CCAP	Articles dérogés CCAG
Assurances	13	9.2
Résiliation	12	37 0 39
Pénalités	7.2	14.1

Fait à l'UNIVERSITE DE RENNES, le 05/04/2024.

Document établi par le Pôle des Achats et la Direction de l'Immobilier et de la Logistique

- par délégation de M. le Président de l'Université de Rennes